

AUGMENTER LES SALAIRES, C'EST JUSTE, POSITIF ET POSSIBLE

On ne connaît que trop la situation : plus de 5 millions d'agents de la Fonction publique sont à la diète salariale.

En effet, depuis juillet 2010, la valeur du point d'indice, socle incontournable de tous les traitements, est purement et simplement gelé.

Il est urgent de rompre avec cette politique inacceptable et scandaleuse.

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE :

Alors que des pertes s'étaient déjà accumulées les années antérieures, la situation s'est encore largement aggravée depuis 2010, puisque, uniquement sur ces 5 dernières années, le décrochage brutal avec l'inflation a atteint les 7 % !

Sur les 20 dernières années, le nombre d'agents payé au SMIC ou en dessus (les temps incomplets imposés) a plus que doublé !

Le recrutement de la catégorie B s'effectue à peine au-dessus du SMIC, quand celui de la catégorie A est à 10 % au-dessus alors qu'il était à 60 % au-dessus il y a 20 ans !

Par ailleurs, l'augmentation des cotisations pour les pensions vient, année après année, diminuer encore le salaire net à percevoir.

Il faut impérativement mettre un terme à cette spirale de paupérisation, de non-reconnaissance des qualifications et d'écrasement des carrières.

Rappelons aussi que de meilleurs salaires, c'est de meilleures retraites.

DE MEILLEURS SALAIRES, C'EST MIEUX POUR L'ÉCONOMIE :

Augmenter les salaires, c'est juste et nécessaire socialement.

C'est aussi du mieux pour l'économie.

À rebours des cadeaux monumentaux accordés aux entreprises, dont on peut constater que les dizaines de milliards qu'ils représentent ne servent qu'à alimenter de stratosphériques dividendes, donner du pouvoir d'achat supplémentaire, c'est un véritable plus pour l'économie.

Le véritable moteur pour une croissance saine et pérenne, c'est bel et bien la consommation des ménages.

En effet, le véritable moteur pour une croissance saine et pérenne, c'est bel et bien la consommation des ménages.

Or, c'est une évidence qu'en faisant régresser le pouvoir d'achat des salariés – et, singulièrement, des 5 millions d'agents de la Fonction publique – le gouvernement suit exactement le chemin inverse de celui qu'il faudrait prendre.

AUGMENTER LES SALAIRES, C'EST POSSIBLE :

Depuis des années, on nous rebat les oreilles de la même ritournelle : revaloriser le point d'indice coûterait trop cher.

Il ne faudrait même pas y songer puisque, nous dit-on, 1 % d'augmenta-

tion, c'est environ 1,5 milliard de dépenses supplémentaires.

■ Première objection : augmenter le point d'indice ne constitue pas qu'une dépense. 1 % de plus pour la valeur du point, c'est environ 300 millions d'euros supplémentaires de cotisations salariales pour la protection sociale.

■ Deuxième objection : avec un rythme d'inflation extrêmement ralenti, nettement moins de 1 % annuel, maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point sur l'année 2015 n'excéderait pas 500 à 700 millions d'euros. À rapporter, encore une fois, aux milliards donnés aux chefs d'entreprise qui ne servent qu'à les enrichir et, avec eux, les actionnaires.

■ Troisième objection : toujours sur les 20 dernières années – et en dépit de la contraction des richesses produites due à la crise, l'ensemble constitué par les traitements bruts, primes et pensions versées à tous les ayants-droit a reculé de 0,5 point des PIB. En espèces sonnantes et trébuchantes, ça fait quand même à peu près 10 milliards d'euros ! Avec une telle somme, que de revendications pourraient être satisfaites...

PLUS QUE JAMAIS, L'UGFF-CGT CONTINUE DONC DE RÉCLAMER :

■ Le dégel immédiat du point d'indice ;

■ Le rattrapage des pertes des années antérieures ;

■ La revalorisation des pensions.